

F.S.U. 66

Bulletin trimestriel de la Section des Pyrénées Orientales de la Fédération Syndicale Unitaire
Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Justice, Formation, Insertion

EDITO

Comprendre, combattre et ouvrir la voie au changement.

En ce début d'année 2012, un nouveau traité européen est adopté afin d'imposer durablement l'austérité comme seul horizon politique possible pour tous les peuples d'Europe. L'adoption du Mécanisme Européen de Stabilisation ne rassure pas pour autant les « marchés financiers », tant il est vrai que sa mise en œuvre loin de conduire vers la sortie de crise, enfoncera durablement l'Europe dans la récession.

Comment sortir de l'ornière si la seule réponse possible à la crise de la dette souveraine repose sur la réduction drastique des dépenses publiques, le démantèlement des Services Publics, les privatisations, la réduction du périmètre d'intervention de l'Etat, la baisse des salaires et des pensions, ..., toutes mesures qui conduisent irrémédiablement à une contraction de la demande, donc de l'emploi, de l'investissement et de la croissance.

Ce sont encore et toujours les populations qui vont donc continuer de payer au prix fort les effets d'une crise économique et sociale dont elles ne sont pas responsables.

Non les caisses de l'Etat ne sont pas vides, elles fuient. Les pouvoirs « libéraux » en place se refusent toujours à trouver de nouvelles recettes par une réelle redistribution des richesses produites, à prendre des mesures pour en finir avec les spéculations sur leur dette et à reconsidérer le rôle de la Banque Centrale Européenne en se réappropriant les moyens de contrôle de la monnaie et du financement de l'économie.

La situation interpelle tous les citoyens d'autant que le débat démocratique est largement confisqué au profit d'une information tronquée, voire falsifiée pour rendre légitime dumping social et régressions majeures. Et si la dette publique dont les intérêts ont enflé ces dernières années était l'arbre qui cache la forêt de la véritable crise du « tout-marché » ?

Et si on donnait à tous les outils pour comprendre ce qui se joue réellement ?

C'est ce que souhaite la FSU en s'investissant dans le cadre syndical interprofessionnel, en s'engageant dans le débat sur un audit citoyen pour la dette publique à l'initiative d'ATTAC: permettre à tous les hommes, à toutes les femmes, aux salariés et aux chômeurs, aux jeunes et aux retraités, de peser collectivement pour ouvrir la voie au changement et imposer d'autres choix permettant une sortie de crise juste, solidaire et durable.

Gérard Gironell
Co secrétaire Départemental de la SD FSU 66

Sommaire :

P2 la FSU doit entrer en campagne !

P3&4 Premier second degré une rentrée sous tension !

P5 Elections à l'UPVD

P6 Collectif CUI/RESF

P7 Dette publique : quel débat ?

P8 Pour une histoire Franco-Algérienne non falsifiée

Janvier/ Février/ Mars 2012 n° 74



Le service public,
on l'aime, on le défend

La FSU doit, elle aussi, se mettre en campagne

Texte, adressé au CDFN, voté à l'unanimité des participants à la réunion du 9 mars du CFR de la région Languedoc-Roussillon, parmi lesquels les 5 SD FSU, ainsi que les syndicats nationaux : Snuipp, Snes, Snep, Snuep, Snics, Snasub, Snuasfp, Snac, Snuclias, Snpespjj.

Les Services Publics subissent depuis plusieurs années des attaques sans précédent, qui touchent à leurs missions et à leur avenir même. Dans l'Éducation Nationale, le Service Public subit les effets dévastateurs d'une politique éducative qui asphyxie l'École de la République, remet en cause ses missions fondamentales, les statuts de ses personnels et le sens même de nos métiers.

Cette politique s'est déjà traduite par des dizaines de milliers de suppressions de postes dont les conséquences sur la qualité de l'enseignement et l'offre de formation sont d'une extrême gravité, par des réformes qui attaquent tous les secteurs du 1er et du 2nd degré (collèges, lycées, éducation prioritaire, voie technologique, voie professionnelle, gestion des personnels, formation des nouveaux enseignants, programmes de 2008 dans le 1^{er} degré, LPC, évaluations nationales, missions d'aide, fusion et mutualisation pour les personnels administratifs...), par des attaques répétées contre les statuts des personnels, et par une forte dégradation des conditions d'exercice de leurs métiers qui accroît considérablement la souffrance au travail.

Mais elle obéit aussi à d'autres objectifs, idéologiques : abandon de toute perspective de démocratisation, de toute ambition pour offrir un enseignement de qualité à tous les jeunes, mise en place d'une école à plusieurs vitesses, remise en cause du caractère national du Service Public d'Éducation, volonté affirmée et déjà mise en œuvre de casser les statuts des personnels.

Au-delà du secteur de l'Éducation, cette même politique s'est durement attaquée à la Fonction Publique et à de nombreux Services Publics, à leurs missions, aux fonctionnaires et à leurs statuts. Face à cette politique libérale, les personnels de l'Éducation Nationale, à l'initiative des syndicats nationaux de la FSU, ont construit des mobilisations massives et mené d'importantes campagnes d'opinion qui ont permis d'obtenir un soutien largement majoritaire de l'opinion, de mettre le gouvernement en difficulté, de porter la question du Service Public d'Éducation et de son avenir au premier plan du débat public et d'en faire un des thèmes majeurs du débat politique actuel.

Parce qu'il concerne directement l'avenir de la jeunesse, qu'il touche directement aux questions d'emploi et de qualifications et qu'il concerne tout aussi directement les perspectives économiques à moyen et à long terme, l'avenir du Service Public d'Éducation est un enjeu de société.

Il est aujourd'hui urgent et indispensable d'y répondre par une autre politique éducative, en rupture avec celle menée ces dernières années, une politique éducative qui redonne la priorité à l'Éducation, ambitieuse pour l'avenir du Service Public d'Éducation, pour ses personnels et pour la jeunesse de notre pays. Cela implique un certain nombre de choix : réaffirmer et renforcer les missions du Service Public et leur caractère national, réaffirmer l'objectif de démocratisation, mettre en place, pour le 1er et le 2nd degré, une politique budgétaire et de créations de postes pluriannuelle et ambitieuse, permettant à la fois de reconstruire ce qui a été détruit et de mettre en œuvre concrètement l'objectif de démocratisation, reconnaître les qualifications et l'expertise des personnels, réaffirmer et renforcer leurs statuts, revaloriser leurs métiers et apporter des solutions durables et efficaces à la crise des recrutements.

La question de l'avenir de la Fonction Publique et des Services Publics, de leurs missions et du statut de leurs agents est aussi, au même titre, un enjeu de société. Pourtant, l'éclatement du mouvement syndical et la position frileuse des confédérations sur cette question n'ont pas permis de la porter au premier plan du débat politique, avec tous les risques que cela comporte pour l'avenir. Notamment là où les syndicats nationaux de la FSU n'ont pas les forces suffisantes pour engager seuls les mobilisations et les campagnes d'opinion indispensables. Ces deux dossiers relèvent directement de la responsabilité et du champ de la FSU.

Pourtant, aujourd'hui, de nombreux collègues et militants se posent, et nous posent, la question de la lisibilité des positions, de l'intervention et de l'action de la FSU. Ils s'interrogent, et nous interrogent, comme de nombreux militants, sur des occasions « ratées », celles des mobilisations menées et réussies, notamment durant ces deux dernières années, par les syndicats nationaux de l'Éducation Nationale de la FSU, mais

au niveau de la Fonction Publique, le mouvement syndical a été absent, ou présent à minima. C'est un choix des confédérations que l'on ne peut que regretter, mais qui n'est pas celui de la FSU. La FSU, en tant que telle, a-t-elle été suffisamment présente, active, a-t-elle pesé réellement dans le débat public ?

Il faut réaffirmer la nécessité de prendre en compte l'ensemble des Services Publics et leurs missions, un secteur ne devant pas être doté de moyens au détriment des autres.

Nous pensons qu'il n'est pas trop tard, que dans le débat politique qui se développe dans notre pays, et où surgissent de forts relents de poujadisme, la FSU peut et doit se faire entendre. Ainsi, une prise de position claire et nette est indispensable, qui condamne les attaques d'une extrême gravité menées par le « président-candidat » contre les enseignants, leurs conditions de travail, leur métier et leurs statuts.

Nous pensons que la FSU doit porter dans le débat public, dans le débat politique, et auprès des candidats, sur le dossier de l'Éducation Nationale comme sur celui de la Fonction Publique, ses exigences et son projet, les valeurs qu'elle entend, en tant que fédération, voir défendre et renforcer, et les principes qu'elle entend voir mettre en œuvre, y compris sur le plan budgétaire.

Cela suppose une décision et une mise en œuvre fédérales et nationales, le dépassement d'un certain nombre de « différences » entre les syndicats nationaux, et une intervention forte, en cohérence avec celles de ses syndicats nationaux, notamment sur les grands principes qui doivent guider une autre politique pour le Service Public d'Éducation et pour la Fonction Publique, leurs missions et leur avenir.

Une rentrée 2012 qui s'annonce mal ... Une priorité, investir dans l'Education !

Le groupe de travail du 1^{er} mars suivi du CTSD du 5 mars a travaillé sur les propositions de suppressions, de créations et d'évolutions de postes dans les collèges de notre département. Bilan : 23 suppressions (dont 5 mesures de carte scolaire) pour 23 créations (dont 11 en complément de service) alors que le Recteur avait annoncé une dotation de 3 postes supplémentaires en janvier ... Aucun poste en plus alors que les collèges des PO accueilleront près de 200 nouveaux élèves à la rentrée prochaine ! Pour revenir aux nombres d'heures d'enseignement données en 2008 en collège, il manque 100 postes dans notre département. En lycée, le bilan est catastrophique : 10 créations pour 15 suppressions alors que les effectifs élèves augmentent !

Nous sommes intervenus pour défendre au mieux les intérêts des élèves et des collègues en nous opposant aux suppressions de postes (vote unanime contre), en approuvant les créations à temps plein sur un même établissement (vote unanime pour) et en nous abstenant sur les créations de postes avec complément de service. A noter que les établissements ECLAIR sont durement touchés comme Pons (4 suppressions de postes). Ces établissements subissent le plus grand nombre de compléments de service Drôle de conception de l'éducation prioritaire !

Nous avons également vigoureusement protesté contre la pratique, devenue banale, des compléments de service hors commune limitrophe. Nous rappelons aux collègues concernés qu'ils ont droit à une heure de décharge de service dans ce cas là.

Le bilan est donc une fois de plus négatif : année après année, la situation se dégrade dans le second degré de notre département. Nous appelons donc les collègues à nous faire remonter toutes les situations problématiques (individuelles ou collectives) pour que nous intervenions à leurs côtés au niveau de l'Inspection Académique.

Au niveau national, l'Education s'impose comme un thème essentiel de la campagne électorale des présidentielles. Après l'annonce de François Hollande sur le recrutement de 60 000 personnes dans l'Education Nationale en 5 ans, le Président-Candidat Nicolas Sarkozy a répondu par son programme sur

l'Education présenté à Montpellier il y a peu : aveuglement, entêtement, mépris au programme ... La poursuite de la casse du système éducatif reste l'axe majeur de ses annonces. 26 heures d'obligation de service pour un professeur certifié (21 heures devant élèves + 5 heures de présence) : 45 % de temps de travail en plus pour 25 % de rémunération supplémentaire ! Un marché de dupes qui a pour but de dénigrer encore l'image des enseignants dans l'opinion publique et de dénaturer l'essence même de nos métiers. Comment accepter que le Président de la République affirme haut et fort qu'un enseignant ne travaille que 18 heures par semaine ? Et les préparations de cours, et les corrections de copies, et les réunions diverses et variées, et le suivi des élèves ???? Tout cela n'existe pas ? Les collègues apprécieront ! D'autant plus que le ministère lui-même estime notre temps de travail à près de 40 heures hebdomadaires ...

Dans le même temps, il projette de réintroduire la polyvalence, de finir de détruire la formation des enseignants, de donner les pleins pouvoirs aux chefs d'établissement, de démanteler l'Education prioritaire, de poursuivre le non remplacement d'un enseignant sur deux dans le secondaire ...

Dans ces circonstances de campagne électorale, le SNES, fort de la confiance renouvelée de la profession, a choisi d'interpeler les candidats et de leur demander de se positionner clairement sur les positions que nous défendons. Notre congrès national à Reims dans un mois devra porter l'exigence d'une autre politique éducative, d'une vraie rupture, d'un projet ambitieux pour le service public.

Marc Moliner—SNES FSU

Carte scolaire premier degré : une rentrée sous tension.

L'Ecole, soit disant « sanctuarisée », n'est pas épargnée par la politique d'austérité du gouvernement, le projet de loi de finances de 2012 confirmant notamment le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

La période de carte scolaire que nous venons de connaître n'a fait que confirmer ce démantèlement du service public d'Education, en France comme dans notre département, qui vient de rendre 41 postes alors que 332 élèves supplémentaires sont attendus !

Suite aux arbitrages rendus par les DASEN à l'issue des CTSD et des CDEN, il est possible, aujourd'hui, de dresser un panorama des conditions de préparation de la rentrée prochaine. Les chiffres collectés par le SNUipp-FSU font clairement apparaître la disparition de 1407 classes. Force est de constater que l'engagement présidentiel de maintenir à la rentrée 2012 le même nombre de classes qu'en 2011 n'est pour l'instant pas tenu !

Ces nouvelles coupes claires sont inacceptables et dévastatrices pour l'Ecole d'autant qu'elles s'additionnent aux précédentes suppressions subies depuis plusieurs années. Le SNUipp-FSU demande le retrait des suppressions de postes pour la rentrée 2012.

Les enseignants ont besoin d'être fiers de leur métier. On leur avait même fait des promesses : mieux payés, mieux formés, et mieux reconnus. C'est la douche froide. Les revalorisations des premiers échelons laissent sur le bord de la route les $\frac{3}{4}$ des enseignants qui subissent même une baisse de leur salaire net. De l'avis de tous, la formation initiale a été sacrifiée. Sa remise à plat est une urgence. Les formations continue et spécialisée ont été réduites à la portion congrue. A cela s'ajoute une pression nouvelle sur les enseignants dont on surveille le comptage de leurs heures et dont leur métier se résumerait dorénavant à appliquer des techniques ou autres protocoles sous le contrôle d'indicateurs douteux ou d'un manager.

Alors oui, le bilan du gouvernement sortant ne sera pas bon, son livret personnel de compétences sera vite complété !

Face à toutes ces attaques, notre devoir est de rester mobilisés, unis. Participons aux différentes actions, syndiquons-nous pour faire vivre notre syndicat et notre fédération. Ce n'est que par ce chemin que nous pourrions changer la donne !

Jérôme GUY—SNUipp FSU 66

MOBILISATION EXCEPTIONNELLE POUR L'ELECTION DES CONSEILS CENTRAUX DE L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA

L'élection des conseils centraux s'est déroulée jeudi 15 mars à l'Université de Perpignan Via Domitia. Une liste contre l'actuelle équipe présidentielle s'est présentée au Conseil d'Administration de l'Université (CA), Conseil Scientifique (CS), Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU). De ces élections découlera celle du Président de l'Université, qui sera issu d'une majorité au Conseil d'Administration.

La liste « RED-SNESUP » s'est présentée pour le retour à un fonctionnement démocratique de l'université. Son candidat à la présidence a été proposé par le SNESUP. Il oeuvrera pour résister aux effets délétères de la L.R.U. (Loi de Liberté et Responsabilité des Universités) et du passage aux R.C.E. (Responsabilités et compétences élargies). Il agira d'une manière juste et équitable, sans utiliser de manière exorbitante ou dévastatrice les pouvoirs désormais attribués à un président d'université.

Une Assemblée Générale, organisée par le SNESUP-FSU, le SNASUB-FSU et la FERC-Sup CGT, s'est tenue le vendredi 9 mars à l'UPVD, en présence du secrétaire général du SNESUP-FSU, Stéphane TASSEL, et de notre candidat à la présidence de l'UPVD, le professeur Abdellaq EL JAI. Elle a rassemblé près de 150 membres de la communauté universitaire.

A cette occasion, M. EL JAI a présenté son parcours. Il a insisté sur le sens de son engagement, comme porteur de la liste de rassemblement « RED-SNESUP », garant de la mise en œuvre effective du programme, et artisan d'un autre possible.

Ensuite, Stéphane Tassel a réaffirmé le soutien syndical à la liste « RED-SNESUP » et sa confiance en notre candidat. Il a resitué l'UPVD dans le cadre national : une petite université pluridisciplinaire, avec un rôle de service public de proximité. Comme toutes les autres universités de ce type en France, son avenir est en danger. Sa survie avec ses droits pléniers dépend de la gouvernance, qui peut nous mener vers le meilleur comme vers le pire.

Ces élections ont doublé la représentation des élus SNESUP qui conserve ses 2 élus au CA (1 SNESUP et 1 RED SNESUP). Le nombre d'élus SNESUP passe de 1 à 5 au Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, et de 2 à 4 au Conseil Scientifique. Les personnels BIATSS soutenant notre plateforme, notre liste et notre candidat, sont également sortis renforcés de ces élections avec 2 sièges sur 3 dans chacun des conseils pour la liste CGT-FSU. Ainsi, avec les élus UNEF, la liste SNESUP sera majoritaire au Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire et aura une présence forte au Conseil Scientifique.

Le mode de représentation attribue une très forte majorité, au Conseil d'administration, à l'équipe présidentielle sortante : 6 sièges dans le collège A (avec 59 voix) et 1 pour l'opposition (avec 42 voix), 6 sièges dans le collège B et 1 dans l'opposition. L'issue de ce scrutin dépendra alors de l'élection du Président de l'université qui se déroulera vendredi 30 mars au scrutin majoritaire à trois tours.

Anne-Véronique Fabre—SNESUP

PRECARITE DANS L'EDUCATION / POUR LA DEFENSE DES DROITS DES CUI

Avec l'intersyndicale, la FSU œuvre à faire entendre à la Préfecture, l'IA et Pôle Emploi, les revendications du collectif des précaires de l'EN : l'arrêt de l'embauche sous contrat précaire, un véritable statut de fonction publique impliquant formation et salaire décent, répondant aux besoins de la profession.

Une action pour défaut de formation au Conseil des Prud'Hommes a été lancée à la rentrée 2011 dans les Pyrénées Orientales, faisant suite à de nombreuses victoires partout en France. Jusqu'à présent les décisions en première instance donnent raison aux salariés qui ont obtenu une indemnité ou la requalification de leur contrat en CDI, jugements de décembre 2010 à Nîmes, 14 avril (Angers) et 29 juin 2012 (Rouen). Les résultats des procédures suivantes ne peuvent que nous encourager à poursuivre cette lutte pour la reconnaissance des droits de ces personnels déjà fortement malmenés.

Car aujourd'hui, ces contrats sont sous statut de droit privé, de très courte durée, 6mois, d'un nombre d'heure minimal, 20 heures, afin de ne pas leur permettre la VAE, Validation des Acquis de l'Expérience, et ne concernent qu'une partie des demandeurs d'emplois: les plus en difficulté, les chômeurs de longue durée, les plus de 50 ans, les personnes sous statut de travailleurs handicapés. La consigne étant de faire «tourner» le

plus de personnes sur ces emplois requalifiés sous le nom de CUI Contrat Unique d'Insertion.

Nos échanges, lors de ces différentes rencontres ont permis de faire émerger la principale difficulté qui est que l'enjeu n'est pas le même suivant l'institution interpellée, d'où la nécessité d'une véritable table ronde sur le sujet de l'emploi précaire à l'Éducation Nationale, qui devrait se tenir fin avril à l'initiative de la Préfecture, à la demande du collectif.

Nous avons besoin d'aide administrative et d'assistance aux élèves handicapés dans nos écoles et établissements, ils ont besoin de notre soutien pour espérer un jour des conditions de travail décentes, c'est le sens de notre motion déposée à la préfecture en février 2012 (voir encadré) et de la poursuite de notre combat auprès de toutes celles et tous ceux qui voudront défendre leur droit en venant s'informer le **mardi 3 avril 2012 à 18 heures, au siège de la FSU, 18, rue Antoine de Condorcet**, à Perpignan, quartier Saint Assisclé.

Fabienne Mélusson et Françoise Chatard—FSU 66

Motion CGT CNT FO FSU SUD Education :

Le collectif des personnels précaires de l'Éducation Nationale, soutenu par l'intersyndicale CGT - CNT - FO - FSU - Sud éducation, demande l'arrêt des recrutements de personnels en CUI dans l'Éducation Nationale.

Il exige le remplacement de tous les postes en contrat précaire par des postes de fonctionnaires sur les emplois d'EVS et d'AVS qui sont de fait permanents.

Il défend également que les personnels déjà en fonction, ou l'ayant été, soient prioritaires sur un mouvement départemental faisant suite à la création de postes sur tout le territoire.

L'intégration de ces personnels dans l'une des trois Fonctions Publiques, sur un statut pérenne, passera par une formation qualifiante qui permettra leur titularisation.



SAMEDI 31 MARS JOURNEE NATIONALE

CONTRE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

"Quand je dénonce l'augmentation des méfaits commis par des étrangers, j'ai le sentiment de répondre aux attentes des Français." (C. Guéant)

"Nous devons protéger notre civilisation (...) Je pense que toutes les civilisations ne se valent pas." (C. Guéant)

"Nous avons trop d'étrangers sur notre territoire. Nous n'arrivons plus à leur trouver un logement, un emploi, une école." (N. Sarkozy)

"Il faut diviser par deux le nombre de gens que nous accueillons."(N. Sarkozy)

Ethnocentrisme, xénophobie, "préférence nationale", autant de partis pris que le gouvernement assume désormais sans complexes.

La campagne électorale donne lieu à des surenchères démagogiques dans la discrimination et les immigrés en sont devenus le thème principal: ils sont responsables de la délinquance et de "l'insécurité", ils pèsent d'un poids insupportable sur les dépenses publiques... On aura ainsi rarement vu des hommes au pouvoir faire aussi ouvertement des étrangers des boucs émissaires chargés de tous les maux. Il faut réagir à cette dérive.

Le RESF national organise une journée nationale contre cette politique d'immigration le samedi 31 mars 2012 dans le contexte des élections présidentielles. Le RESF 66 envisage une manifestation d'ampleur ce jour-là en y associant tous les organisations démocratiques, associations, syndicats et partis politiques.

Anne Marie Delcamp- RESF 66

QUELQUES IDEES RECUES !

Idée reçue 1 : la dette est la conséquence d'une explosion des dépenses publiques !

C'est faux. La part des dépenses publiques dans leur ensemble (budget de l'État, des collectivités territoriales, des administrations de sécurité sociale qui rassemblent les hôpitaux publics et l'ensemble des régimes de sécurité sociale) est globalement stable depuis plusieurs années. Pour comprendre le creusement des déficits publics, on doit donc se tourner vers d'autres causes... Comme le manque de recettes fiscales, ou la crise financière de 2007-2008.

Idée reçue 2 : La France n'est plus capable de financer son train de vie. Il faut que le gouvernement gère les finances publiques en « bon père de famille ».

Il faut rappeler qu'il existe une grande différence entre les ménages, les entreprises et l'Etat. L'Etat dispose de la possibilité d'augmenter ses recettes en prélevant des impôts ou en supprimant des niches fiscales inefficaces.

Idée reçue 3 : « La crise financière de 2007 et le sauvetage des banques n'ont rien à voir avec la crise de la dette. »

Il est clair que la crise de la dette est la conséquence directe de la crise financière déclenchée en 2007 aux Etats-Unis (la crise des « Sub-primes ») :

Par ailleurs, la récession créée par la crise économique qui s'en est suivie a contribué à diminuer les recettes (en plus des cadeaux fiscaux du gouvernement), et a nécessité des investissements publics qui ont augmenté les déficits (notamment en raison de l'intervention de « sauvetage » des banques).

Idée reçue 4 : Pour se financer, l'Etat n'a pas d'autre choix que de « rassurer les marchés financiers »

Depuis le Traité de Maastricht, les Etats européens sont tenus à se financer uniquement sur les marchés financiers. Mais ce n'a pas été toujours le cas. A l'inverse des ménages ou des entreprises, l'Etat dispose en temps normal de



plusieurs leviers pour financer son déficit : l'emprunt (auprès des ménages, sur les marchés financiers...), la hausse de la fiscalité, et la monétisation des déficits.

Outre la fiscalité, l'Etat peut aussi faire appel à sa Banque centrale afin de monétiser ses investissements. Une telle source de financement permet d'échapper à la nécessité de « rassurer les marchés financiers ». Elle permet par ailleurs d'éviter de payer les surcoûts liés à des taux d'intérêts trop élevés.

Idée reçue 5 : La discipline budgétaire est la seule solution pour réduire les déficits, améliorer la compétitivité des Etats et sortir de la crise de la dette.

Qu'est-ce qui se cache derrière le terme « politique d'austérité » ?

Il s'agit d'un programme global de réformes économiques, qui comprend des coupes dans les dépenses publiques (dans la fonction publique, dans les services publics, dans les allocations et la protection sociales, notamment les retraites), mais aussi des privatisations des biens publics, des attaques contre les droits sociaux, et notamment le droit du travail, et des réformes fiscales qui touchent principalement les classes populaires et moyennes.

Idée reçue 6 : Il faut interdire les déficits publics et adopter la « règle d'or budgétaire ».

Cette solution serait frappée par le sceau du bon sens : s'il n'y a pas de déficit, il ne peut y avoir constitution d'une dette. On devrait même inscrire cette obligation dans la constitution. Cette solution est excessivement dangereuse. L'Etat doit au contraire se donner les moyens d'intervenir dans l'économie, et parfois accepter d'être en déficit.

**Prochaine réunion publique : Estagel le 5 avril à 19 heures, Espace Mandéla
et bien d'autres réunions à suivre Toulouges,**

collectif pour un audit sur la dette publique des Pyrénées Orientales

ATTAC 66, Ligue des Droits de l'Homme, CGT, Solidaires, FSU,

Europe Écologie/Les Verts, NPA, PCF, Parti de Gauche, Jeunesse Communiste, NPA jeunes.

Pour suivre l'actualité et signer l'appel aller sur le lien national du collectif : www.audit-citoyen.org

POUR UNE HISTOIRE FRANCO-ALGERIENNE NON FALSIFIEE

Un collectif d'organisations dont la FSU intervient depuis plusieurs années pour s'opposer à la mise en place à PERPIGNAN, dans les locaux de l'ancienne prison d'un musée qui traite de la présence française en Algérie à partir des collections des cercles algérienistes. Ce collectif « **Pour une histoire franco-algérienne non falsifiée** » (C'est le nom qu'il s'est donné) refuse une vision historique qui ne voit les événements douloureux de la guerre d'Algérie et de la conquête de son indépendance qu'à travers le prisme de l'Algérie française et qui en donne une vision parcellaire et tronquée. La municipalité a mené son projet à bien et le musée a été inauguré officiellement par le Ministre des armées. Le collectif a organisé à cette occasion une manifestation Place Cassanyes pour alerter l'opinion publique. La municipalité refuse de mettre en place un conseil scientifique et historique digne de ce nom : le contenu de ce musée confirme nos craintes.

Nous ne pouvons pas laisser les choses en l'état et continuer à cautionner un tel déni historique qui concerne tous les citoyens, mais peut être plus particulièrement ceux qui ont en charge d'enseigner cette histoire dans les écoles, les collèges, les lycées, à l'Université.

C'est à eux que s'adresse l'initiative que le collectif prend le mercredi 28 mars : une visite des expositions du musée pour que chacun se forge sa propre opinion avec l'ambition de lancer un appel des historiens pour appeler à une approche dépassionnée, pour en dire les conditions, pour en jeter les bases. Nous vous donnons rendez-vous donc le mercredi 28 mars à 14 H devant le musée, Rue Derroja à PERPIGNAN.

Jean-Marie PHILIBERT– FSU 66

A l'occasion du 50ème anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie,
_____ Le Collectif pour une Histoire franco-algérienne non falsifiée _____

a le plaisir de vous inviter à un colloque débat sur le thème :

"50 ans après, peut-on parler d'une Histoire franco-algérienne non falsifiée ?"

Le mercredi 28 Mars 2012, à 19 heures
Salle Canigou du Conseil Général
Rue Bretonneau - Perpignan

en présence de :

Abdelmadjid MERDACI, Professeur des Universités - Constantine
contribution au colloque de Nice de février 2012 : "la fin de la guerre vue par les Algériens"
Pierre DAUM, journaliste et écrivain,
qui dédicacera son dernier livre "ni valise, ni cercueil" - Editions Actes Sud à partir de 18h30

Les organisations membres du Collectif : AFPS66, ANCAC, ARAC, Association des pieds noirs progressistes (Anpnpa), ASTI, ATTAC, CGT, Coup de soleil, Europe Ecologie Les Verts, FSU, Ligue des Droits de l'Homme, Femmes solidaires, Mouvement de la paix, MRAP, NPA, NPA jeunes, PCF, Parti de Gauche, Survie